

L'Internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

**LONGWY,
PARIS
SISTERON...**

REPONSE A "REVOLUTION"

(L'anti-trotskyisme de 1924)

ALGERIE : LA RELANCE NECESSAIRE VERS DES LUTTES GENERALISEES

DE Gaulle est un stratège politique. Sur le plan intérieur français, l'idée stratégique qui guide toute son action est simple, obliger ses adversaires bourgeois du traditionnel « centre gauche » et les socialistes de la S.F.I.O. à un choix : ou ils s'engagent sur la voie du « front populaire » dont ils craignent qu'il aille « plus loin qu'en 36 et en 45 », ou ils se divisent sur la traditionnelle politique de mise à l'écart du P.C.F., et de Gaulle les bat divisés. Il se dresse en champion du front de classe bourgeois et met au défi les partis ouvriers de s'opposer à lui classe contre classe, sûr qu'il est que si celui-ci s'esquissait, il rallierait bien vite sous sa houlette tous les M.R.P. et radicaux qui connaissent bien la hiérarchie de leurs intérêts et de leurs ennemis.

Dans ce calcul, de Gaulle prend les mêmes risques que ses devanciers, pairs et émules, ces stratèges militaires qui ont enregistré tant de défaites en un demi-siècle. Il considère comme des valeurs invariables le mouvement communiste pourtant en pleine fièvre annonciatrice de métamorphose, ses rapports avec les masses et les perspectives de front unique ouvrier.

Dans l'immédiat, il peut sembler qu'il ait raison. Le regroupement autour de Defferre n'accepte le P.C.F. que comme force d'appoint. En retour, la nouvelle direction de ce dernier ne présente que de faibles exigences. Elle a toujours la démocratie (bourgeoise) véritable au centre de son programme et, pour les élections municipales, elle tient à la présence de radicaux et d'autres notabilités réactionnaires promus « forces démocratiques » sur les listes d'opposition des villes de plus de 30.000 habitants où la loi gaulliste interdit les listes de coalition au second tour.

TANT que les partis ouvriers se rallieront ainsi à la politique de la Quatrième République, renouvelée en discours, le jeu gaulliste est assuré du succès. Les électeurs ouvriers ont montré partout comme à Lille qu'ils ne se dérangeaient pas pour élire contre un U.N.R. un quelconque Bertrand Motte. Pourquoi, à l'échelle de la France entière, voteraient-ils davantage pour un Defferre qui, malgré son étiquette socialiste, n'a à leur proposer qu'une Europe atlantiquement atomique pour tout de suite, et la vie meilleure pour 1980 s'il en reste.

Cependant, le calcul gaulliste peut se retourner contre son auteur. La preuve en a été faite par l'élection partielle de Longwy. Dans un secteur où l'anticommunisme avait toujours largement joué, l'opposition classe contre classe, paradoxalement imposée par la bourgeoisie, s'est retournée contre elle et a vu le succès du candidat du P.C.F.

On peut considérer comme une épreuve inverse, et comme une conséquence, ce qui se passa lors de l'élection du président du Conseil municipal de Paris. Devant la menace d'une nouvelle victoire du « front populaire », l'élection d'un socialiste, l'opposition bourgeoise se disloqua, et l'U.N.R. assura l'élection de l'Indépendant Legaret, « intraitable anti-gaulliste » jusque-là.

Plus les perspectives de front unique ouvrier deviendront nettes plus les diverses variétés d'opposants bourgeois à sa majesté gaulliste se transformeront en Legaret. Mais bien loin que cela assure la victoire de la réaction (et les systèmes électoraux fussent-ils plus manipulés encore qu'ils ne le sont) le renversement du rapport des forces en faveur des travailleurs peut être assuré par la popularisation d'un net programme de défense des intérêts du monde du travail et de transition vers le socialisme.

A SA manière, Defferre a compris la leçon, en gauchissant à Sisteron son opposition au régime et en s'engageant, contre les premières déclarations à produire un

programme. Sentant le terrain se dérober à droite il nuance sa diplomatie en direction du P.C.F. Mais il ne répond par rien de neuf aux besoins pressants du moment, et surtout pas aux mesures d'austérité (pour les salaires) du plan de stabilisation, si ce n'est en promettant des prix français compétitifs, c'est-à-dire... son propre plan de stabilisation pour demain.

Répondant à Claude Fuzier qui écrit dans *le Populaire* que « la confrontation programmatique ne peut être que publique », François Billoux, dans *France-Nouvelle*, propose en retour au parti socialiste de soumettre un programme de front commun à la discussion publique et écrit : « Il n'est pas utopique de penser que si nos deux partis avec d'autres formations démocratiques soumettaient à la discussion publique un tel programme, une immense vague de fond soulèverait le pays tout entier. »

LE contenu du projet de programme conditionnerait sans nul doute d'abord le plus ou moins grand enthousiasme de l'accueil public. On ne mobilisera que les habitués militants pour acclamer un programme tout figolé entre états-majors, et dont les amendements venus de la base seraient traités comme ceux des résolutions du XVII^e congrès du P.C.F. Mais, par contre, il est certain qu'une véritable discussion publique, au sein de comités larges, changerait en elle-même le climat politique du mouvement ouvrier et pourrait inaugurer une nouvelle période, surtout si les organismes de discussion étaient appelés à se transformer en organismes de soutien et d'application d'un programme ainsi démocratiquement élaboré, par les moyens de l'action de masse. Là est incontestablement la voie de l'échec de la stratégie gaulliste : classe contre classe, la bourgeoisie sera battue. La confrontation à la base fera en effet apparaître l'unité d'intérêt de tous les travailleurs, manuels et intellectuels, contre la minorité des exploités et des margoulins. Partis socialiste et communiste semblent d'accord en paroles. Il faut les aider à passer aux actes.

M. DERVAL.